

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 18 mai au 22 mai 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ **Régional** : Africa CEO Forum de Kigali
- ❖ **Kenya et Comores** : mouvements sociaux et ajustements des prix des carburants
- ❖ **Tanzanie** : Accélération de l'exploration pétrolière du bassin d'Eyasi-Wembere

LE CHIFFRE A RETENIR

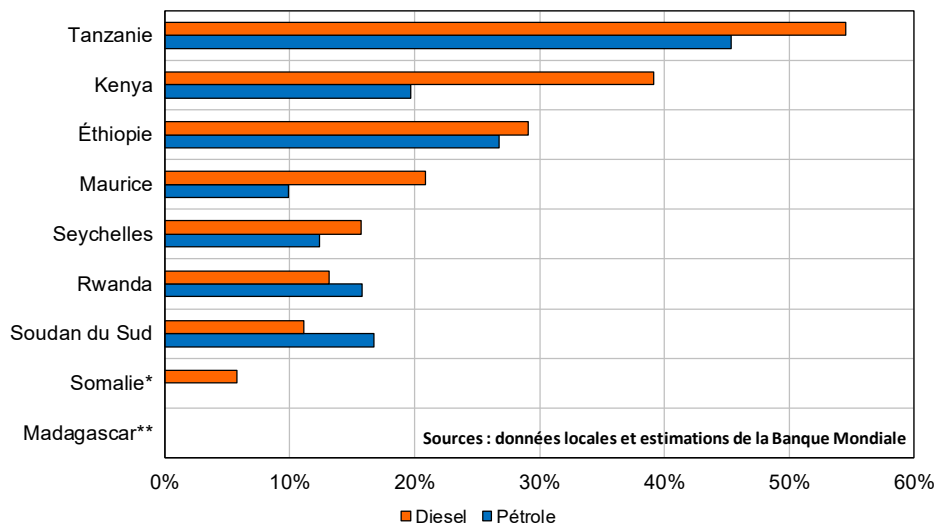
-34,7 pts

BURUNDI : REcul DE L'INFLATION,
PASSE DE +45,5 % EN AVRIL 2025 A
+10,8 % EN MARS 2026.

Le graphique de la semaine

AEOI : évolution des prix à la pompe

- en %, par rapport à février 2026 -



* Les données du pétrole ne sont pas disponibles pour la Somalie.

** À Madagascar, les prix à la pompe ont baissé en mars et avril 2026, avant de revenir à leur niveau initial en mai.

***Les Comores n'apparaissent pas dans le graphique, faute de données officielles disponibles.

Les pays de la région AEOI demeurent fortement dépendants des importations de produits pétroliers raffinés et restent, à ce titre, particulièrement exposés aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient. La hausse des cours internationaux de l'énergie observée depuis le début du conflit s'est toutefois transmise de manière hétérogène dans la région. Le Kenya et la Tanzanie figurent parmi les pays ayant enregistré les plus fortes augmentations des prix à la pompe, tandis qu'à Madagascar, les prix sont demeurés globalement stables, en raison notamment du maintien des mécanismes administrés de fixation des prix. Au Kenya, ces hausses ont provoqué une grève nationale des transports publics les 18 et 19 mai, entraînant d'importantes perturbations dans la capitale et sur plusieurs axes stratégiques du pays. Les organisations syndicales ont finalement appelé à la reprise de l'activité afin de permettre la poursuite des négociations avec les autorités. Aux Comores, le gouvernement a également procédé à une forte augmentation des prix des carburants avant d'annoncer un recul partiel de la mesure à la suite de manifestations.

REGIONAL

Africa CEO Forum 2026 : plus de 3 Md USD d'investissements et d'engagements annoncés

Du 14 au 15 mai 2026, le Rwanda a accueilli l'Africa CEO Forum, organisé par Jeune Afrique Media Group et coorganisé par la Société financière internationale (IFI). L'événement s'est tenu sous le thème « *Scale or Fail: Why Africa Must Embrace Shared Ownership* ». Il a réuni 2800 participants de 77 pays. Lors du forum ont été annoncés 2 Md USD d'investissements et, par ailleurs, 1 Md USD d'engagements de financements de l'IFI.

La ZLECAF accélère l'intégration commerciale avec le pilote ADAPT

Le 19 mai 2026, le Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) a annoncé la sélection du Kenya, du Maroc et du Nigeria comme pays pilotes d'*Africa Digital Access and Public Infrastructure for Trade (ADAPT)*, une initiative numérique visant à fluidifier le commerce transfrontalier à l'échelle du continent. Cette sélection a suivi une évaluation en deux étapes portant sur l'alignement juridique, la maturité des infrastructures numériques publiques, l'engagement du secteur privé et la capacité de cofinancement. Lancé en novembre 2025, ADAPT ambitionne de remplacer les systèmes commerciaux fragmentés et fondés sur le papier par une infrastructure numérique interopérable couvrant l'identité numérique, les paiements, l'échange de données et la documentation commerciale, au service de l'intégration des 55 marchés africains. Les pilotes, répartis entre l'Afrique de l'Est, du Nord et de l'Ouest, visent à tester différents environnements réglementaires et financiers avant un déploiement élargi. La ZLECAF estime qu'ADAPT pourrait accroître les exportations intra-africaines de plus de 80 % et générer jusqu'à 450 Md USD d'ici 2035.

BURUNDI

Article IV du FMI : stabilisation fragile et déséquilibres persistants

Entre le 27 avril et le 8 mai 2026, le FMI a conduit au Burundi une mission au titre de l'Article IV, relevant une situation macroéconomique restant fragile, mais en cours de stabilisation. La croissance du PIB

réel est estimée à +4,2 % en 2025 (+4,1 % en 2024), portée par des exportations dynamiques, et projetée à +3,9 % en 2026 avant de se stabiliser entre +4,0 % et +4,5 % à moyen terme. Les exportations ont bénéficié de la hausse des cours mondiaux de l'or et du café, ainsi que d'un bond des volumes d'or à 1,2 tonne en 2025 (contre 400 kg en 2024), renforçant les entrées de devises. L'inflation a fortement reculé, passant de +45,5 % en avril 2025 à +10,8 % en mars 2026, grâce à l'arrêt du financement monétaire du déficit, mais devrait remonter à une moyenne de +14,5 % en 2026 avant de refluer vers +10 %-12 % à moyen terme. Le déficit budgétaire devrait se réduire à 3,4 % du PIB en 2025/26 (contre 5,5 % en 2024/25), malgré des recettes inférieures aux prévisions. Les distorsions de change persistent, avec une prime de marché parallèle de 100 %, poussant le FMI à appeler à l'abandon du système de double taux de change. La dette publique s'établit à 42 % du PIB, soutenable mais exposée à un risque élevé de surendettement.

COMORES

Suspension de la hausse des prix des carburants après une semaine de grève générale

Le gouvernement comorien a suspendu la hausse des prix des produits pétroliers décidée le 9 mai, après une semaine de grève générale et de manifestations menées par les syndicats Usukani wa Masiwa et Synaco. Les nouveaux tarifs prévoyaient une hausse du prix de l'essence de 750 à 1 000 KMF par litre (+33 %), du gasoil de 650 à 950 KMF (+46 %) et du pétrole lampant de 350 à 450 KMF (+28 %). Le mouvement social a fortement perturbé les activités économiques du pays. À l'issue d'une réunion entre le gouvernement et les syndicats, le président Azali Assoumani a annoncé l'annulation temporaire des nouveaux tarifs afin d'apaiser les tensions sociales. De nouvelles concertations doivent se tenir afin de déterminer l'évolution des prix des carburants.

DJIBOUTI

Salaam Group investit 160 M USD dans un terminal de stockage énergétique à Damerjog

Le 13 mai 2026, Salaam Group a lancé, via sa filiale Fuelstor, la construction d'un terminal de stockage et de logistique énergétique à Damerjog. Le projet, d'un

montant de 160 M USD, est réalisé par le groupe marocain Somagec. Étendu sur 22 hectares, le terminal offrira une capacité de stockage d'environ 400 000 tonnes métriques de carburants, de gaz de pétrole liquéfié (GPL) et d'huiles alimentaires. Conçu comme une plateforme multimodale, il desservira principalement l'Éthiopie et les marchés d'Afrique orientale. Cette infrastructure complète le développement du port de Damerjog, dont la jetée de 2,5 km, dotée de deux quais pouvant accueillir des navires jusqu'à 100 000 tonnes de port en lourd (TPL, mesure de la capacité de chargement d'un navire), est achevée depuis près de deux ans. Avec une capacité annuelle de 25 millions de tonnes, soit cinq fois celle du terminal Horizon de Doraleh, ce nouveau complexe devrait réduire la pression sur les infrastructures existantes et fluidifier l'approvisionnement énergétique de l'Éthiopie

Le président Guelleh fixe les priorités de son nouveau gouvernement

Le 19 mai 2026, le président Ismail Omar Guelleh a tenu le premier Conseil des ministres suivant sa réélection au scrutin présidentiel du 10 avril pour un 6^{ème} mandat. Dans son allocution, il a défini les grandes orientations de son nouveau mandat autour de trois axes : croissance inclusive, développement social et résilience face aux chocs extérieurs. Sur le plan économique, il a mis l'accent sur l'industrialisation, les énergies renouvelables et le numérique, présentés comme leviers de création d'emplois et de richesses. Il a par ailleurs réaffirmé sa volonté de poursuivre les politiques en matière de santé et d'éducation.

ÉRYTHREE

Rapprochement économique avec l'Égypte

L'Égypte intensifie son rapprochement avec l'Érythrée afin de renforcer ses liens économiques et commerciaux dans la Corne de l'Afrique. Lors de leur visite à Asmara, les ministres égyptiens des Affaires étrangères et des Transports ont mis l'accent sur les infrastructures portuaires et logistiques en mer Rouge, axe stratégique pour le commerce régional. Le Caire cherche notamment à accroître son influence sur des ports clés comme Assab en Érythrée et Doraleh à Djibouti. L'Égypte propose son expertise dans la modernisation des routes et des infrastructures

portuaires afin de consolider sa présence économique et sécuritaire dans la région.

ÉTHIOPIE

Le groupe Dangote augmente à 4 Md USD le coût de son usine d'engrais en Éthiopie

Le groupe nigérian Dangote a annoncé le 17 mai une révision à la hausse de l'investissement consacré à son projet d'usine d'engrais azotés dans la région Somali en Éthiopie, désormais estimé à plus de 4 Md USD, contre 2,5 Md USD initialement prévus. Cette annonce a été faite à l'occasion d'une visite du chantier à Gode par le président-directeur général du groupe, Aliko Dangote, aux côtés du Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed. Le projet intègre désormais plusieurs infrastructures complémentaires, dont un gazoduc de 110 km, une centrale électrique de 120 MW, une usine d'emballage en polypropylène ainsi qu'une unité de mélange d'engrais NPK d'une capacité de 2 millions de tonnes. Lancée en octobre 2025, l'usine devrait atteindre une capacité de production annuelle de 3 millions de tonnes d'engrais. Les autorités éthiopiennes présentent ce projet comme un levier structurant pour renforcer la sécurité alimentaire du pays et réduire sa dépendance aux importations d'intrants agricoles, dans une économie où l'agriculture représente environ 35 % du PIB et emploie près de 68 % de la population active.

Des fabricants états-unis de panneaux solaires accusent des groupes chinois de contourner les droits de douane via l'Éthiopie

Une coalition de fabricants états-unis de panneaux solaires a demandé aux autorités commerciales de leur pays d'enquêter sur les importations de produits solaires en provenance d'Éthiopie, accusant certaines entreprises de contourner les droits de douane visant la Chine. Selon une plainte déposée auprès du département du Commerce, des sociétés comme Toyo Co., Ltd. et Origin Solar Manufacturing utiliseraient des composants chinois pour assembler des panneaux solaires en Éthiopie avant leur exportation à 100% vers les États-Unis. Cette affaire intervient quelques semaines après l'inauguration par le Premier ministre Abiy Ahmed de nouvelles usines solaires situées dans le parc industriel d'Hawassa, représentant une production (exportée) de 11,3 GW d'énergie propre par an. Les importations états-

uniennes de produits solaires éthiopiens, inexistantes avant mi-2025, auraient atteint près de 300 MUSD depuis, faisant de l'Éthiopie le septième fournisseur du marché états-unien en 2025.

Le Qatar veut renforcer sa présence dans les infrastructures africaines via l'Éthiopie

La famille qatarienne Al-Khayyat a exprimé un intérêt marqué pour le futur aéroport international de Bishoftu en Éthiopie. Selon Bloomberg, le groupe UCC Holding appartenant à la famille Al-Khayyat participe à l'appel d'offres du projet estimé à 12,7 Mds USD, destiné à devenir le plus grand hub aérien du continent. Situé à environ 40 km au sud-est d'Addis-Abeba, le futur aéroport couvrira près de 35 km² et vise une capacité initiale de 60 millions de passagers par an dès sa première phase, avant d'atteindre jusqu'à 110 millions de voyageurs annuels à terme. Le site a été choisi pour son altitude (1 910 mètres) inférieure de 400m à l'aéroport de Bolé et ses conditions climatiques favorables à l'aviation. Porté par Ethiopian Airlines, le projet ambitionne de consolider le rôle d'Addis-Abeba comme principale plateforme de transit aérien en Afrique.

KENYA

Grève nationale des transports déclenchée par la hausse des prix des carburants

Une grève nationale des transports a débuté le 18 mai 2026 en réaction à la forte hausse des prix des carburants décidée le 14 mai, portant le prix du super à 214,25 KES (+8,4 %) et celui du diesel à 242,92 KES (+23,6 %), tandis que le prix du kérosène est resté stable. Les opérateurs ont exigé l'annulation immédiate des hausses, dénonçant également les pénuries récurrentes de carburant, le système d'achats gouvernement à gouvernement et la gouvernance du secteur pétrolier. La mobilisation a fortement perturbé les transports à Nairobi et sur plusieurs axes stratégiques du pays. Suspendue le 19 mai pour une semaine afin de permettre la poursuite des négociations avec les autorités, la grève a conduit l'Autorité de régulation de l'énergie et du pétrole (EPRA) à réviser partiellement sa décision : le prix du diesel a été abaissé à 232,86 KES, tandis que celui du super est resté inchangé et que le prix du kérosène a été relevé à 191,38 KES.

Premier fonds d'infrastructure coté à la Bourse de Nairobi

Le Spearhead Africa Infrastructure Fund (SAIF), soutenu par le [gouvernement britannique](#), a été introduit à la Bourse de Nairobi (NSE) le 19 mai 2026, devenant le premier fonds d'infrastructure coté au Kenya. Le fonds a levé 3,4 Md KES (26,3 M USD) afin de financer des projets d'énergies renouvelables, d'infrastructures numériques, de logistique et d'électrification, via des financements de long terme libellés en shillings kenyans. Cette opération vise à élargir l'accès des investisseurs locaux aux actifs d'infrastructure, tout en limitant le risque de change et en favorisant la mobilisation de l'épargne domestique. Le soutien britannique a été apporté via le programme MOBILIST, destiné à développer les marchés de capitaux dans les économies émergentes à travers des investissements d'amorçage et une assistance technique en vue d'introductions en bourse. Il s'agit de la deuxième opération soutenue par MOBILIST au Kenya en 2026, après l'introduction en mars d'Africa Logistics Properties REIT, première valeur cotée en USD dans le pays.

Participation aux réunions du G7 à Paris et à la conférence « No Money for Terror »

Le Secrétaire Principal du Ministère des Finances (*National Treasury*) Chris Kiptoo, représentant le Ministre des Finances, et le Gouverneur de la Banque centrale du Kenya, Dr. Kamau Thugge, ont participé le 19 mai 2026 à Paris à la réunion des Ministres des Finances et Gouverneurs de banques centrales du G7, sous la présidence française, en tant que pays partenaire invité aux côtés du Brésil, de l'Inde et de la Corée du Sud. Les discussions ont porté sur les incertitudes économiques mondiales, les tensions au Moyen-Orient et leurs effets sur les marchés de l'énergie et des matières premières, ainsi que sur la coordination des réponses macroéconomiques avec les institutions financières internationales. En marge, le Secrétaire Principal a participé à la 5^e Conférence « No Money for Terror », mettant en avant les réformes du Kenya en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT).

MADAGASCAR

Recul des recettes fiscales au premier trimestre malgré une légère amélioration des dépenses

Au premier trimestre 2026, les recettes fiscales de l'État malgache ont atteint 2 158 Md MGA (443 M EUR), pour un taux de réalisation de 19,2 %, en retrait par rapport à la même période de 2025 (21,3 %). Ce repli reflète principalement la contre-performance des recettes douanières, ramenées à 860 Md MGA (177 M EUR), soit un taux de 17,0 % contre 22,0 % un an plus tôt, pénalisées par les perturbations du cyclone Gezani et la baisse des cours pétroliers mondiaux. Les recettes fiscales intérieures ont en revanche mieux résisté, à 1 298 Md MGA (266 M EUR) avec un taux de 20,9 %. Les recettes non fiscales demeurent marginales, à 16,9 Md MGA (3,9 M EUR), soit 5,9 % de l'objectif annuel. Du côté des dépenses, les engagements totaux s'élèvent à 2 651 Md MGA (544 M EUR), correspondant à un taux d'exécution de 13,5 %, légèrement inférieur à celui de 2025 (13,8 %), avec des dépenses orientées essentiellement vers le fonctionnement courant.

MAURICE

Plaidoyer du Premier ministre mauricien pour la création d'une coalition d'États océaniques face aux défis maritimes

Le Premier ministre mauricien, Navin Ramgoolam, qui coprésidait, le 12 mai dernier, avec le président sénégalais Bassirou Diomaye Faye, une table ronde consacrée à l'économie bleue lors du sommet Africa Forward, a plaidé pour la création d'une coalition d'États océaniques afin d'élaborer une stratégie commune face aux défis maritimes. Selon l'Economic Development Board (EDB), le gouvernement ambitionne de porter la contribution de l'économie bleue de 10,5% à 20% du PIB d'ici 2035. Au-delà des secteurs traditionnels que sont le tourisme côtier, la pêche et le transport maritime, Maurice mise également sur des activités à fort potentiel de croissance, notamment les énergies marines renouvelables, l'aquaculture, les biotechnologies marines et la finance bleue. Pour rappel, Maurice dispose d'une zone économique exclusive (ZEE) de plus de 2 millions de Km² la 20^e au monde et la plus vaste d'Afrique.

OUGANDA

Promulgation d'une version « adoucie » de la Sovereignty Bill

Le 17 mai, le président ougandais Yoweri Museveni a promulgué la loi sur la protection de la souveraineté qui avait été votée au parlement le 5 mai. Cette loi vise notamment la protection de l'autonomie dans la prise de décisions nationales et la défense de l'intérêt du pays. La première version du texte avait été largement critiquée, en raison de son champ d'application très large et de ses conséquences potentiellement négatives sur le secteur économique. La seconde version a ainsi pris en compte les principales critiques et exclut la plupart des flux financiers (remises de fonds, activités de développement, commerce) pour se concentrer sur les financements influents notamment sur le domaine politique.

RWANDA

Accord d'étude sur le réacteur modulaire SMR-300 d'Holtec

Le 19 mai 2026, le Conseil rwandais de l'énergie atomique (RAEB) et la société américaine Holtec International ont signé un accord pour étudier la faisabilité du déploiement du SMR-300 au Rwanda, marquant une étape initiale dans les ambitions nucléaires du pays. Cet accord porte sur des études techniques destinées à déterminer si cette technologie peut répondre aux besoins futurs du pays en électricité. Cette initiative s'inscrit dans la continuité des avancées du programme rwandais, après la confirmation par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) du passage à la phase 2, consacrée aux préparatifs institutionnels, juridiques et réglementaires en amont des décisions de construction. À la même occasion, les [États-Unis](#) et le Rwanda ont également signé un mémorandum d'entente sur la coopération nucléaire civile stratégique (NCMOU).

Une série d'accords stratégiques conclus en marge de l'Africa CEO Forum

En marge de l'Africa CEO Forum 2026, tenu à Kigali les 14 et 15 mai, le Rwanda a conclu plusieurs accords stratégiques. Le Rwanda Development Board (RDB) et Elsewedy Electric ont signé un mémorandum

d'entente pour l'implantation d'une usine de compteurs intelligents, de chargeurs pour véhicules électriques et de transformateurs. Le BRD a obtenu une ligne de crédit de 25 M USD auprès de la BADEA pour soutenir les prêts aux entreprises dans des secteurs clés. Deux accords de principe ont été conclus entre le RDB et Sunrise Resorts & Cruises, portant sur une centrale solaire de 200 Mwc avec stockage par batteries et une station de traitement des eaux. La Banque de développement du Rwanda et l'institution financière italienne Cassa Depositi e Prestiti (CDP) ont signé un accord de financement de 30 M EUR en faveur des énergies renouvelables. Le groupe Yango a paraphé un mémorandum avec le RDB sur la mobilité numérique, tandis que Spiro et Entrepreneurial Solutions Partners (ESP) ont lancé l'initiative *Women in E-Mobility*.

300 M USD pour renforcer les infrastructures électriques et l'accès à l'énergie

Le 15 mai 2026, le [Groupe de la Banque africaine de développement \(BAD\)](#), aux côtés de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) et du Gouvernement du Rwanda, a lancé la deuxième phase du programme de Financement basé sur les résultats du secteur de l'énergie (RBF II) du Rwanda. Ce programme de 300 M USD sera financé par un prêt de 200 M USD de la BAD et un prêt de 100 M USD de l'AIIB, afin de soutenir l'accès universel à une énergie fiable et abordable. RBF II prévoit la réhabilitation de quatre postes électriques et la construction de 3 855 km de lignes de moyenne et basse tension. Il devrait permettre le raccordement de 200 000 ménages et 850 entreprises supplémentaires au réseau, tandis que 50 000 ménages bénéficieront de solutions hors réseau. Il s'inscrit dans le portefeuille énergétique de la BAD au Rwanda, incluant Ruzizi III et le renforcement du réseau de transport et des raccordements de dernier kilomètre.

SOMALIE

Signature de la construction de la route Lawya-Addo-Saylac

Le gouvernement du Somaliland a signé le contrat de construction de l'autoroute reliant la ville de Lawya-Addo à frontière avec le Djibouti à celle de Borama, frontalière avec l'Éthiopie. Il s'agit d'un projet phare qui devrait renforcer la connectivité

régionale en liant le Somaliland, l'Éthiopie et Djibouti. Le projet s'étend sur 256 km et est financé à hauteur de 33 MUSD par la Banque africaine de développement. La phase du projet couvre un tronçon de 30 km longeant la côte du Somaliland et reliant la ville de Lawya-Addo à la ville de Saylac. La construction de cette partie a été confiée à la société chinoise Tianjin Tainer Construction Engineering Co ainsi qu'un entrepreneur local ADCON.

20 MUSD de la BAD pour les déplacés de Doolow

La Banque africaine de développement a lancé en partenariat avec l'Agence de l'ONU pour les réfugiés, le projet « Strengthening Urban Resilience of Displaced and Host Communities in Doolow, dont le coût est estimé à 20,5 M USD. Cette initiative vise à améliorer les conditions de vie des personnes déplacées dans 4 camps de déplacés dans la ville de Doolow de la région de Gedo. Elle a pour objectif de faciliter l'intégration des déplacés dans la communauté hôte à travers l'amélioration des services d'habitation, d'eau, d'assainissement et le renforcement des opportunités de subsistance. Le projet prévoit également le renforcement des opportunités de développement des capacités et de l'entrepreneuriat ciblant particulièrement les femmes et les jeunes.

SOUDAN DU SUD

Interdiction de nouveaux contrats prépayés

La Haute Cour de Londres a interdit au Soudan du Sud de contracter de nouveaux prépaiements adossés à de futures cargaisons de pétrole avant le remboursement d'une dette de 100 M USD envers la société BB Energy. En novembre dernier, cette société avait demandé la levée d'une injonction, prononcée en sa faveur par la cour, contre la vente de 600 000 barils de pétrole par le Soudan du Sud, afin de négocier un règlement amiable avec les autorités sud-soudanaises. Cette fois-ci, la décision de la cour va plus loin en incluant toute cargaison en provenance du Soudan du Sud. En cas de non-respect de la décision de la cour, le Soudan du Sud risque de s'exposer à une amende ou la saisie de ses actifs. Ces dernières années, le Soudan du Sud a contracté plusieurs prêts auprès de banques et de sociétés, qui devaient être remboursés par la livraison de cargaisons de pétrole.

SEYCHELLES

Baisse des prix de -0,1 % en avril 2026

Selon le Bureau national des statistiques des Seychelles (NBS), les prix à la consommation ont reculé de -0,09 % en avril 2026, après -0,04 % en mars, portant l'inflation annuelle à -0,01 %. Ce repli est principalement tiré par la baisse des prix du poisson (-6,11 %), reflet de la saisonnalité habituelle des captures. L'inflation sous-jacente s'établit à +0,33 % en avril, contre +0,66 % en mars, ce qui suggère que les pressions sur les prix demeurent contenues sans signaler de risque déflationniste structurel. Les tensions persistent néanmoins sur certains postes non alimentaires, notamment les boissons alcoolisées et la restauration, portés par la demande touristique.

TANZANIE

Le budget de la défense en forte augmentation

Le 20 mai 2026, le Parlement tanzanien a approuvé à l'unanimité un budget de 1,64 Md USD pour le ministère de la Défense et du Service national en vue de l'exercice 2026/27, soit une hausse de +17,6 % par rapport au budget 2025/26. Les dépenses courantes progressent de 204 M USD (+1,7%), tandis que les dépenses d'investissement augmentent de 41 M USD, soit +33,8 %. Le ministre de la Défense, Dr Rhimo Nyansaho, a présenté un programme articulé

autour des axes suivants : acquisition d'équipements militaires modernes et de systèmes de communication avancés ; amélioration des conditions de travail des soldats ; expansion du Service national (JKT) par l'accroissement des capacités d'enrôlement et de formation professionnelle des jeunes et le renforcement de la réserve. Le gouvernement envisage également d'étendre ses partenariats avec le secteur privé dans le but d'établir une véritable industrie de défense.

L'exploration pétrolière du bassin d'Eyasi-Wembere accélère

La Tanzania Petroleum Development Corporation (TPDC) lancera en juin 2026 une nouvelle phase du projet d'exploration pétrolière Eyasi-Wembere, dans le nord de la Tanzanie, après l'achèvement à 78 % des études géophysiques. Depuis 2015, TPDC a investi 18,5 MUSD dans ce programme d'évaluation du potentiel hydrocarbure du bassin. Selon les autorités tanzaniennes, le site Eyasi-Wembere présente des similarités géologiques avec les bassins du Lac Albert en Ouganda et de Turkana au Kenya, où du pétrole commercialisable a été découvert. Les premières données sismiques relatives à la présence d'hydrocarbures sont encourageantes, bien que des études supplémentaires doivent encore être réalisées avant toute opération de forage. La proximité du pipeline EACOP pourrait également faciliter l'exportation future du pétrole brut